



## AGBU EUROPE BRIEFING L'UNION EUROPEENNE DOIT PRESENTE AU NAGORNO-KARABAKH

### 1. Nos objectifs

Depuis la fin de la guerre au Karabakh, en 1994, l'Union Européenne (UE) a évité d'établir tout contact avec le territoire du Nagorno-Karabakh et n'a procuré aucune assistance à sa population.

Les organisations internationales de droits de l'Homme ainsi que les organisations d'aide humanitaire sont également absentes du territoire.

Il y a pourtant de nombreuses raisons pour l'UE de s'investir au Nagorno-Karabakh, d'y venir en aide à la population locale et d'y entrer en dialogue avec la société civile.

L'UGAB Europe invite les décideurs européens à faire preuve de courage politique et à faire usage des instruments créés pour promouvoir la paix et la solidarité en vue de rompre l'isolement du peuple de Karabakh.

Les mesures limitées que nous proposons ne suffiraient certes pas, en elles-mêmes, à mettre fin au conflit. Elles représenteraient néanmoins une inflexion importante dans la politique européenne de ces 20 dernières années. En mettant un terme à l'isolement de la population du Nagorno-Karabakh, elle contribueraient à la paix et à la sécurité dans la région.

Sign the petition at: [www.change.org](http://www.change.org)  
Campaign page: [www.agbueurope.eu](http://www.agbueurope.eu)  
Email: [4EUinKarabakh@agbueurope.eu](mailto:4EUinKarabakh@agbueurope.eu)



## 2. Les besoin de la population au Nagorno-Karabakh



Environ 150 000 personnes vivent aujourd'hui au Karabakh. Cette population doit faire face quotidiennement à des défis considérables :

- La récente « Guerre des Quatre Jours » (du 2 au 4 avril, 2016) a forcé de nombreuses personnes à fuir leur domicile. Les autorités du Karabakh doivent trouver les ressources nécessaires afin de reconstruire leurs maisons ou de reloger ces personnes déplacées.
  - Le Haut-Karabakh est soumis à un siège, avec des lignes de front sur ses frontières nord, est et sud. Ce territoire est relié à l'Arménie (elle-même sous blocus de l'Azerbaïdjan et de la Turquie) par une longue route montagneuse. L'accès du Haut-Karabakh par voie aérienne est impossible car l'Azerbaïdjan menace d'abattre tout avion qui survolerait la région
  - L'économie du pays est sévèrement affectée par la situation et le gouvernement n'est donc pas en mesure de répondre pleinement aux besoins de la population.
- Des allégations de crimes de guerre commis durant la « Guerre de 4 Jours » ont également été émises : des prisonniers de guerre auraient été exécutés par des soldats azerbaïdjanais et des soldats et des civils torturés, mutilés et tués.
  - Les habitants sont soumis en permanence à la menace de guerre. Les tirs de sniper ou d'artillerie, fréquents aux frontières, ont également des répercussions importantes sur la population. On rapporte par exemple que plus de 86% des femmes vivant dans les villages près des lignes de front souffrent de problèmes de santé mentale<sup>1</sup>.
  - Le Nagorno-Karabakh a également, avec l'Afghanistan, une des plus fortes concentrations au monde de victimes de mines antipersonnel. Selon l'ONG « Halo Trust », leader international en matière de déminage, un quart de ces victimes sont des enfants. De plus, selon l'ONG, « au-delà du danger qu'elles représentent, les mines paralysent l'économie en empêchant les fermiers d'exploiter leurs terres. De plus, le statut de territoire non reconnu du Nagorno-Karabakh empêche de nombreux gouvernements de financer des activités humanitaires dans le territoire. Notre seul donateur public au Karabakh a été jusqu'il y a peu le gouvernement américain, par son agence USAID. Son aide financière était toutefois restreinte aux anciennes frontières soviétiques de l'oblast autonome du Nagorno-Karabakh »<sup>2</sup>.

**D'un point de vue moral et humanitaire**, il n'y a aucun doute qu'une assistance est nécessaire. L'UE devrait

1 <https://www.theguardian.com/world/2016/aug/02/living-in-one-of-europes-frozen-conflicts-movses-nagorno-karabakh>. Accessed August 2016

2 <https://www.halotrust.org/minefreenk/our-role-in-nagorno-karabakh/>. Accessed November 2016.

Sign the petition at: [www.change.org](http://www.change.org)  
Campaign page: [www.agbueurope.eu](http://www.agbueurope.eu)  
Email: [4EUinKarabakh@agbueurope.eu](mailto:4EUinKarabakh@agbueurope.eu)



fournir un soutien tant matériel que moral à la population éprouvée du Karabakh car ce serait conforme à ses principes et à sa politique : l'UE fournit une assistance dans toutes les régions de son voisinage où des besoins existent, quel que soit le statut politique du territoire en question

Le Karabakh n'est en effet pas le seul Etat non reconnu dans le voisinage européen : l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie, la Transnistrie et Chypre du nord, parmi d'autres, sont dans cette même catégorie et reçoivent tous une assistance substantielle de l'UE. La Transnistrie bénéficiera même prochainement d'un accès privilégié au marché européen négocié entre la Moldavie et l'UE. En ce qui concerne le Kosovo, dont l'indépendance ne fût longtemps reconnue par aucun autre Etat, il a reçu au total 2 milliards d'euros d'aide. Une grande part de cette somme lui a été versée avant que le processus de reconnaissance internationale ait commencé.

Il n'y a donc pas de raison de traiter le Karabakh différemment de ces autres entités et de lui imposer un boycott ou un isolement forcé.

Par ailleurs, le **boycott du Karabakh** de la part de l'UE est donc non seulement incompréhensible d'un point de vue humanitaire, il **est également contre-productif**.

Les enjeux dans la région sont certes importants. Les risques d'un dégel du conflit et d'une escalade sont connus, tout comme le risque de voir d'autres acteurs régionaux entraînés dans le conflit. La position actuelle de l'UE est souvent justifiée comme étant le meilleur moyen pour l'Europe de rester impliquée et d'aider à pacifier la région : certains officiels européens avancent même que contrarier l'Azerbaïdjan nuirait à la relation avec ce pays et conduirait à une perte d'influence de l'UE.

La neutralité adoptée par l'UE n'a pourtant pas incité l'Azerbaïdjan au compromis, bien au contraire. Ce pays a en fait continué à investir des ressources financières et une énergie politique et diplomatique considérables pour imposer un blocus au Karabakh et pour s'assurer que les dirigeants politiques étrangers restent en dehors de ce petit territoire. Le gouvernement de l'Azerbaïdjan tient même une « liste noire » de tous ceux qui ont voyagé au Karabakh, et les considère comme des *personae non gratae*.



La tolérance de l'UE envers l'intransigeance de l'Azerbaïdjan s'est donc faite au détriment de ses propres valeurs et au prix d'une perte d'influence et d'autorité. Cette politique d'apaisement est de surcroît contre-productive, puisque l'UE ne parvient pas à réduire les tensions dans la région, à établir des ponts entre les populations ou à rétablir une certaine confiance entre les parties au conflit. Loin de réduire l'instabilité aux marches de l'Europe, l'attitude de l'UE tend à la promouvoir.

Les intérêts de l'UE, comme ceux de la paix et de la prospérité, seraient donc bien mieux servis si l'UE veillait à mettre en œuvre une politique conforme à ses valeurs et à ses principes : une présence au Karabakh serait un premier pas dans cette direction.

Sign the petition at: [www.change.org](http://www.change.org)  
Campaign page: [www.agbueurope.eu](http://www.agbueurope.eu)  
Email: [4EUinKarabakh@agbueurope.eu](mailto:4EUinKarabakh@agbueurope.eu)



## LE NAGORNO-KARABAKH ET LA POLITIQUE EUROPEENNE

### *Historique*

Le Nagorno-Karabakh est un petit territoire situé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il fut incorporé à la République soviétique d'Azerbaïdjan à l'époque soviétique. Cependant, sa population très majoritairement arménienne, se plaignait de discriminations sous le régime soviétique et profita de la période de démocratisation à la fin des années 1980 pour exprimer ses revendications. La réaction excessive des autorités soviétiques d'Azerbaïdjan – des pogroms et des déportations – favorisa la formation de groupes d'auto-défense arméniens au Karabakh. Ces conditions favorisèrent le déclenchement d'une guerre après la dissolution de l'Union soviétique, qui dura de fin 1991 à mai 1994. Contre toute attente, « l'armée d'autodéfense » du Karabakh remporta la guerre, mais aucun traité de paix ne fût signé. Au lieu de cela, un cessez-le-feu fût négocié sous l'égide de la Russie en mai 1994 entre le Karabakh, l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Ce cessez-le-feu reste, à ce jour, le seul et fragile socle sur lequel repose l'actuel statu quo.

Depuis 1994, les négociations n'ont fait aucun progrès. L'Azerbaïdjan revendique avec insistance la souveraineté du territoire, tout en refusant de fournir des garanties de sécurité crédibles à la population du Karabakh. L'Azerbaïdjan refuse également de négocier directement avec les premiers concernés, les dirigeants du Nagorno-Karabakh, et tente de créer l'illusion que la guerre fut provoquée non par le traitement réservé à une minorité, mais par une agression de la république d'Arménie. Pour sa part, en l'absence de négociateurs représentant le Karabakh, la République d'Arménie n'est pas en mesure de faire des concessions à l'Azerbaïdjan sur les questions essentielles.

Après plus de 20 ans de négociations, les discussions sur le futur statut du Karabakh sont réduites à un exercice théorique étant donné l'absence totale de confiance entre les parties. Les Arméniens se plaignent que les accords précédents soient régulièrement bafoués et dénoncent les atrocités commises durant la guerre d'avril 2016. Ils sont également inquiets de la rhétorique hostile des autorités publiques et des médias en Azerbaïdjan à l'égard des Arméniens, dont l'intensité est telle qu'une coexistence est impensable tant que ses effets n'auront pas été neutralisés.

Les enjeux géopolitiques du Caucase compliquent encore davantage la situation : la Russie cherche en effet à préserver sa sphère d'influence dans la région, la Turquie cherche à étendre la sienne, en particulier dans les zones turcophones et musulmanes, tandis que les USA cherchent à affirmer leur hégémonie et leurs intérêts pétroliers. Bakou est désormais un producteur pétrolier majeur et le Caucase est un point de passage entre les continents particulièrement important, notamment pour les hydrocarbures.

Les observateurs avisés de ce conflit avertissent depuis des années qu'une nouvelle guerre pourrait éclater à tout moment et déclencher un conflit plus étendu qui impliquerait des puissances régionales comme la Turquie, par ailleurs membre de l'OTAN, la Russie et l'Iran. Des violations du cessez-le-feu se produisent d'ailleurs avec une fréquence croissante, provoquant des centaines de victimes.

La récente « Guerre des Quatre Jours » d'avril 2016 a confirmé ces craintes. Une attaque sur plusieurs fronts par les troupes Azéries a mené à de violents combats et fait entre 100 et 350 morts, victimes civiles comprises. Cet épisode fut le plus préoccupant du conflit depuis la signature du cessez-le-feu en 1994.

Les conséquences désastreuses du conflit Syrien ont démontré les effets néfastes qu'un conflit dans la périphérie Européenne pourrait avoir pour le reste du continent. L'Europe peut-elle vraiment se permettre une nouvelle guerre évitable?

Sign the petition at: [www.change.org](http://www.change.org)  
Campaign page: [www.agbueurope.eu](http://www.agbueurope.eu)  
Email: [4EUinKarabakh@agbueurope.eu](mailto:4EUinKarabakh@agbueurope.eu)



### **Politiques européennes envers le Karabakh**

Depuis la fin de l'URSS, différentes institutions Européennes ont tenté d'étendre le modèle européen de coopération entre Etats à d'anciennes républiques soviétiques, et notamment celles du Caucase. L'UE en particulier a cherché à contribuer à cet effort avec ses voisins européens dans le cadre de la « Politique Européenne de Voisinage » (PEV) et de son « Partenariat Oriental » (EaP). Le but de ces initiatives était de promouvoir la stabilité, la démocratie et la prospérité dans ces pays par une intégration plus étroite au marché unique et par une coopération politique accrue.

En principe, une interdépendance économique accrue combinée à un dialogue politique étendu auraient dû favoriser la coopération entre Etats plutôt que le conflit. L'attitude conciliante de l'UE à l'égard de l'Azerbaïdjan, notamment sur la question du Karabakh est conforme à cette approche.

Pourtant, il faut admettre aujourd'hui que le « partenariat Oriental » a montré ses limites, notamment en Ukraine et dans le Caucase, où l'instabilité s'est accrue ces dernières années. C'est même depuis 2003, année où l'UE lançait ses instruments politiques destinés à promouvoir la démocratie, l'économie de marché et la résolution des conflits dans la région, que l'Azerbaïdjan a dérivé vers une dictature pétrolière héréditaire où le chef de l'Etat, Ilham Aliyev, promeut un nationalisme exacerbé et la haine des Arméniens pour mieux museler l'opposition et renforcer son contrôle sur l'appareil d'Etat pays.

Comme les autorités azerbaïdjanaises ont systématiquement refusé de coopérer avec les Arméniens dans les enceintes internationales, l'investissement européen dans le dialogue a manifestement échoué à établir des ponts entre Arméniens et Azerbaïdjanais. Il est temps pour l'Europe de remettre en question son action dans la région et d'établir une présence au Nagorno-Karabakh.

Sign the petition at: [www.change.org](http://www.change.org)  
Campaign page: [www.agbueurope.eu](http://www.agbueurope.eu)  
Email: [4EUinKarabakh@agbueurope.eu](mailto:4EUinKarabakh@agbueurope.eu)

